Sous-développement et armement

Voici la fin de l'article de A.Siebenaller paru dans "forum" numéro 105 qui analyse les mécanismes par lesquelles le Tiers Monde subventionne le développement des pays riches. La 1ère partie avait pour objet l'endettement et la dégradation des termes de l'échange. Ci-dessus l'auteur aborde les effets de la course aux armements sur les pays en voie de développement et, pour, conclure, il présente un modèle de développement alternatif.

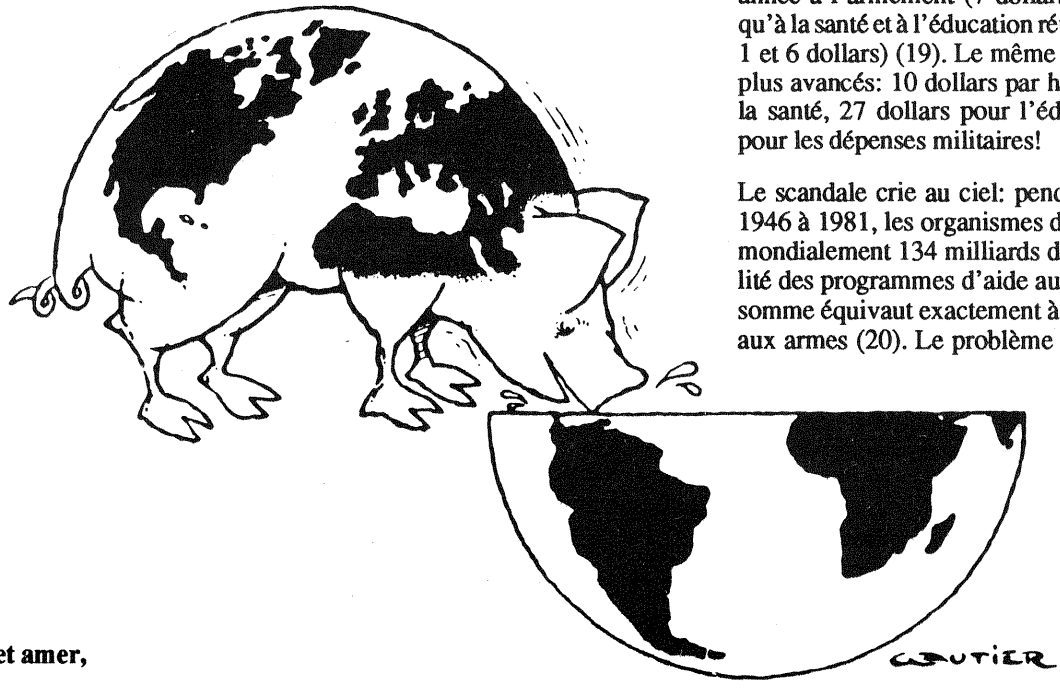
Un autre facteur très important dans l'exploitation du sud par le nord, c'est l'industrie de l'armement.

Cette industrie - après le pétrole, la plus importante au monde - engloutit chaque année entre 750 et 800 milliards de dollars. Les livraisons d'armement lourd (avions, bâteaux et blindés uniquement) des pays industrialisés aux pays "en voie de développement" se sont multipliées par 6 entre 1962 et 1982" (17).

Les pays "en voie de développement" consacrent chaque année à leurs achats d'armes à l'étranger l'équivalent de la moitié de toute l'aide publique au développement qu'ils reçoivent (18). Cette somme représente actuellement environ 100 milliards de dollars par année, ce qui correspond au service de la dette pour la même période.

Dans les pays les plus pauvres, l'Etat accorde chaque année à l'armement (7 dollars par habitant) autant qu'à la santé et à l'éducation réunies (respectivement 1 et 6 dollars) (19). Le même rapport pour les pays plus avancés: 10 dollars par habitant en un an pour la santé, 27 dollars pour l'éducation et 28 dollars pour les dépenses militaires!

Le scandale crie au ciel: pendant les 35 années de 1946 à 1981, les organismes de l'ONU dépensaient mondialement 134 milliards de dollars pour la totalité des programmes d'aide aux pays pauvres. Cette somme équivaut exactement à 9 semaines de course aux armes (20). Le problème n'est donc pas seule-



Le banquet amer,

ment à situer au niveau des pays pauvres qui achètent des armes: c'est un problème de l'humanité. Les bombes qu'on construit chez nous tombent déjà là-bas, sous forme de famine. Pendant la même minute où 30 enfants sont condamnés à mourir de faim ou des conséquences directes de la mal-nutrition, on dépense à l'échelle mondiale 1,4 millions de dollars pour la construction d'armes, elles aussi destinées à détruire la vie humaine.

Face à cette réalité, il y a des gens qui justifient cette industrie de la guerre avec le nombre d'emplois qu'elle crée. Cet argument est non seulement cynique mais encore caduc: les deux millards de dollars qui ont permis aux Etats-Unis en 1985 de créer 35000 emplois dans l'industrie de l'armement auraient permis la création de 76000 emplois dans la contruction, 77000 dans les services de la santé, 100000 dans l'éducation ou même 132000 dans les services publics (21).

CONCLUSION

Il nous semble évident, si on se réfère au repère éthique fondamental des Droits de l'Homme, qu'un véritable développement doit tendre à l'épanouissement de l'Homme et permettre aux populations les moins favorisées de vivre une existence dans la dignité humaine. Un tel développement n'est réalisable que sur une base de confiance en ses propres ressources et exige une modification des structures pour sortir de façon active de la marginalisation. On doit tenir compte de la qualité de la vie de l'ensemble de la population, mais également des besoins économiques, sociaux et écologiques des générations présentes et à venir. Un tel processus doit s'appuyer sur l'individu et les groupements locaux, nationaux et régionaux.

C'est pourquoi, nous pensons que le seul modèle politico-économique qui pourrait sortir les pays pauvres de l'impasse actuelle, est le modèle du "développement endogène et de désengagement sélectif". Cette conception du développement consiste à encourager les pays pauvres à compter sur leurs propres forces (self-reliance) et à promouvoir une forme d'autonomie collective (collective self-reliance), ce qui présuppose un "désengagement sélectif" des engrenages du marché mondial. Dans ce modèle, on vise un marché intérieur - et entre pays du sud d'une même région - de biens de consommation de masse, bon marché, satisfaisant en premier lieu les besoins essentiels de la population locale. La production alimentaire de base, pour le marché interne, a priorité absolue sur la production destinée au marché mondial (22). Ainsi on pourrait vaincre les paradoxes scandaleux, comme celui du Brésil, 4e producteur agricole du monde, où trois quarts de la population souffrent de faim.

Nous pensons que ce modèle est plus réaliste et plus efficace que celui du "Nouvel ordre économique international" qui n'est après tout qu'une amélioration illusoire des structures d'injustice établies par les grandes puissances économiques de l'hémisphère nord (23).

Est-ce illusoire de croire en un meilleur avenir pour les "oubliés de l'Histoire", les millions de pauvres et d'affamés sur cette planète? Espérons que la déraison générale va bientôt perdre en puissance devant ce défi sans précédent dans l'Histoire de l'humanité.

André Siebenaller

17) D'après: SIPRI, Waffenexport und Krieg, Rüstungsjahrbuch 4, Hamburg 1984, p. 227.
18) R. STRAHM, op. cit., p. 189.
19) Ibid., p. 17.
20) Cf. Norman MYERS (éd) GAIA, Der Öko-atlas unserer Erde, Frankfurt/Main, Fischer, 1985, p. 246
21) Cf. R. STRAHM, op. cit., p. 191.
22) Cf. R. STRAHM, op.cit., p. 196.
23) Pour la conclusion, nous nous sommes référés à Walter EIGEL, Entwicklung und Menschenrechte. Entwicklungszusammenarbeit im Horizont der Menschenrechte, in: Schweizerische Nationalkommission Justitia et Pax (Hrg.).Gerechtigkeit und Frieden, Ethische Studien zur Meinungsbildung III, Freiburg (CH), 1984, pp. 190-217.